

43LM333/16

7751  
III

TRAITE POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX DE TRANSBORDEMENT  
A LA GARE DE VAIRES

C.A. 10-2-43

C.A. 22.3.43

Travaux de manutention P.V. à Vaires (N° 2360)  
(20.976.129 frs)

Rapporteur M. LIBERSART

Le rapporteur observe que le marché a été régulièrement passé après appel à la concurrence. L'entreprise DROUARD a offert les meilleures conditions avec une majoration de 30,50 %.

Le Rapporteur estime que, malgré la régularité des opérations, le contrat paraît très onéreux. En calculant la moyenne arithmétique des prix différentiels on arrive à un chiffre très voisin de 20 f. la tonne, alors qu'on rencontre 16 frs à Blainville, 13 f.50 à Châlon, 12 f. à Troyes et 11 f.50 à St-Dizier. Cette élévation du prix provient de l'allocation d'une prime dite "de panier" destinée à parer aux difficultés de ravitaillement et à retenir les ouvriers. On constate ici les résultats du système de surenchère pratiqué par les entreprises sur les salariés. Ce système pourrait provoquer des revendications analogues dans tous les autres marchés, et peut même n'être pas sans inconvénient pour la S.N.C.F., dont les employés à traitement fixe risquent de faire des comparaisons fâcheuses entre le salaire de manutentionnaires et le leur, qui ne comportent pas de prime de panier.

Tout en déplorant la tendance générale dont ce marché témoigne et qui mérite d'être réprouvée dans la mesure où elle favorise la course entre les prix et les salaires, le Rapporteur, qui a constaté la régularité des opérations, ne s'oppose pas à l'approbation.

Après des explications complémentaires fournies par le Représentant de la S.N.C.F. sur les difficultés éprouvées pour retenir le personnel dans les entreprises de manutention, la Commission émet un avis favorable.



QUESTION III - Marchés et Commandes

2°) Traté pour l'exécution de travaux de  
transbordement à la gare de Vaires.-

P.V.(p.3)

M. GRIMPRET expose que ces travaux étaient confiés à l'Entreprise DROUARD frères aux termes d'un traité qui est venu à expiration le 31 janvier 1943.

A la suite de l'appel d'offres auquel il a été procédé, il est proposé de passer avec cette Entreprise, qui est la moins-disante, un nouveau traité aux conditions qui sont indiquées dans la note.

Ce traité serait conclu pour 3 ans à dater du 1er février 1943. Mais la S.N.C.F. se réserverait le droit d'y mettre fin à toute époque, moyennant préavis d'un mois, au cas de mauvaise exécution du service.

La Sous-Commission des Marchés n'a aucune observation à présenter.

Le Conseil approuve le traité.

Sténol(p.6)

M. GRIMPRET.- Ces travaux étaient confiés à l'entreprise DROUARD frères aux termes d'un traité qui est venu à expiration le 31 janvier 1943.

A la suite de l'appel d'offres auquel il a été procédé, il est proposé de passer avec cette Entreprise, qui est la moins-disante, un nouveau traité aux conditions qui sont indiquées dans la note.

Ce traité serait conclu pour 3 ans à dater du 1er février 1943. Mais la S.N.C.F. se réserverait le droit d'y mettre fin à toute époque, moyennant préavis d'un mois, au cas de mauvaise exécution du service.

La Sous-Commission des Marchés n'a aucune observation à présenter.

Le Conseil approuve le traité.

Janvier 1943

## NOTE EXPLICATIVE

pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration  
au sujet des travaux de transbordement et de rectification P.V.  
à Vaires

A - Généralités

Les dispositions adoptées par la S.N.C.F. pour le wagonnage des marchandises P.V. l'obligent à procéder à leur transbordement à Vaires. Cette gare assure également le transbordement des wagons réformés et la rectification des chargements dérangés ou mal conditionnés.

Ces travaux sont actuellement confiés à l'Entreprise DROUARD Frères, aux termes d'un traité qui vient à expiration le 31 janvier 1943 au soir.

B - Importance du marché

Le tonnage journalier manutentionné à Vaires est en moyenne le suivant :

Transbordement de wagon à wagon	355 T 6
de wagon à quai	66 T 4
de quai à wagon	66 T 4
Rectification	404 T 9

C - Mode de passation du marché

Dans les circonstances actuelles, il n'est pas de l'intérêt de la S.N.C.F. de renoncer à l'utilisation des entreprises.

Par ailleurs, il serait aléatoire de réaliser une mutation d'entreprise en saison d'hiver. Aussi avons-nous envisagé de laisser à l'Entreprise DROUARD le chantier de Vaires.

Pour pouvoir discuter plus avantageusement avec cette Entreprise, nous avons également demandé leurs prix à trois autres entreprises importantes.

L'Entreprise Ferroviaire a demandé 35 % d'augmentation sur les prix de base indiqués dans l'appel d'offre, qui sont les prix du marché actuel.

L'Entreprise MARTIN a demandé 32,15 %

L'Entreprise BRUNELLE et MAZAN a demandé 31,75

L'Entreprise DROUARD est la mieux disante avec 30,50 % d'augmentation.

Dans ce pourcentage entre pour près de 11 % le paiement journalier par l'Entreprise d'une indemnité dite de panier de 13 frs à tout son personnel, pour pallier les difficultés de ravitaillement et de transport et pour retenir la main d'oeuvre par des avantages en espèces.

Le coût annuel du chantier équipé exclusivement  
avec des agents S.N.C.F. du cadre permanent serait de ..... 7.834.255<sup>f</sup>

.....



Cette même dépense, mais avec l'utilisation de 75 % d'auxiliaires dans les emplois fixes serait ramenée à..... 7.603.356<sup>f</sup>

Dans l'hypothèse de la gestion par l'Entreprise DROUARD, ce chantier coûterait (y compris le personnel d'encadrement SNCF)... 7.357.179<sup>f</sup>

L'opération se solde par conséquent par un avantage annuel appréciable.

#### D - Travaux confiés à l'Entreprise

a) Transbordement des marchandises P.V. de wagon à wagon sans mise à quai intermédiaire;

b) Déchargement des marchandises P.V. à transborder, mise à quai, reconnaissance des colis, débâchage des wagons s'il y a lieu;

c) Rechargement des marchandises P.V. reprises en b), arrimage des colis et bâchage des wagons s'il y a lieu;

d) Transbordement des wagons réformés et rectification des chargements dérangés ou mal conditionnés;

e) Nettoyage des quais et voies des chantiers de transbordement, de rectification;

f) Travaux divers à la demande (exemple : ramassage d'épaves, ramassage et tri des bâches, nettoyages divers, etc...).

#### E - Principales clauses du traité

a) clauses financières - Les articles 3 et 6 du traité prévoient les taux suivants à la tonne pour les travaux énumérés en D :

a)	.....	24,90
b)	.....	22,80
c)	.....	13,10
d)	1° - paille.....	26,10
	2° - balles.....	19,20
	3° - fers.....	18,90
	4° - céréales.....	14,60
	5° - céréales en vrac.....	27,40
	6° - charbons.....	13,70
	7° - bois.....	20,90
	8° - divers.....	18,30

Les travaux effectués en e) seront effectués gratuitement.

Les travaux prévus en f) donneront lieu, d'après l'article 17, à une rémunération horaire de 21,70 pour un chef d'équipe et 17,30 pour un ouvrier.

b) L'article 8 prévoit la révision des prix en cas de variation des salaires

c) L'article 9 prévoit que l'entrepreneur s'engage à utiliser du personnel de la S.N.C.F. jusqu'à une proportion de 50 % si la S.N.C.F. le demande et prévoit aussi que l'Entrepreneur renonce à employer du 1<sup>er</sup> mars au 15 novembre de chaque année des travailleurs des professions agricoles ou d'artisanat rural et,

à aucun moment, des travailleurs appartenant aux professions forestières

d) L'article 10 indique que l'Entrepreneur s'engage à payer à son personnel les allocations diverses prévues par la législation (allocations familiales, allocations de salaire unique, allocations supplémentaires au personnel assujéti aux Assurances sociales, etc...).

e) L'article 12 qui règle le fonctionnement du chantier prévoit un système de primes et de pénalités assez élevées destiné à éviter en fin de journée des reliquats de wagons à transborder ou à rectifier.

Une clause nouvelle a été introduite pour remédier aux malfaçons dans le chargement des colis (mauvais arrimage, mauvais classement, etc...) selon le détail indiqué dans la mesure d'ordre ci-jointe.

f) Par l'article 21 la S.N.C.F. se réserve le droit de se substituer à l'Entrepreneur et à ses frais en cas de défaillance.

g) L'article 24 fixe la date d'effet du traité (1<sup>er</sup> février 1943), sa durée<sup>(1)</sup> et les conditions de résiliation prévues à l'avantage de la S.N.C.F.

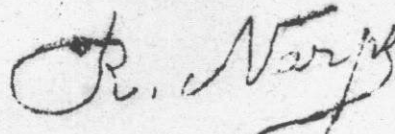
h) Les règles relatives à l'application des lois, décrets, arrêtés et règlements, aux responsabilités, au choix et à la discipline du personnel sont précisées dans les articles 9, 13, 14, 15, 16, 22, 23 et 25 du traité.

En fin l'établissement des diverses consignes relatives à l'exécution du travail :

- les conditions générales d'embauchage et de rémunération du personnel;
- la sécurité de l'exploitation;
- la sécurité des travailleurs

sont fixées par un règlement de travail élaboré par la S.N.C.F.

Le Chef du Service de l'Exploitation,



(1) 3 ans

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-----  
Conseil d'Administration

-----  
Séance du 10 février 1943

-----  
III - Marchés et Commandes

- 2°) Traité pour l'exécution de travaux de  
transbordement à la gare de Vaires.-

L. Guigues

copie